

Intervention introductive

Leçon inaugurale de la « Chaire grands enjeux stratégiques »

23 janvier 2017 Louis Gautier Chaire des Grands Enjeux Stratégiques 2017

Madame la ministre, présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Elisabeth GUIGOU,

Monsieur le coordonnateur national du renseignement, Yann JOUNOT,

Monsieur le vice-président, Pierre BONNIN,

Chers collègues,

Mesdames et messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à la première séance, pour l'année 2017, de la Chaire « Grands enjeux stratégiques » de l'Université Paris 1, qui entre dans son quatrième cycle de conférences, sous les auspices de la devise inscrite dans cet amphithéâtre Richelieu, « PACEM SUMMA TENENT ». Avec le soutien de ses partenaires - le CEA, Thales, MBDA, Airbus, DCNS, la Fondation Saint-Cyr - que je remercie, et la contribution d'intervenants internationaux de haut niveau, la Chaire s'emploie à croiser les apports de disciplines et d'UFR diverses - le droit, la sociologie, l'histoire, la géographie, l'économie, la philosophie - pour faire éclore une réflexion transversale sur des enjeux majeurs de sécurité et de défense, et favoriser une meilleure compréhension des évolutions du monde contemporain. Le projet, ainsi décrit, est ambitieux, tout comme est ambitieuse la problématique de cette leçon inaugurale : « Où va le monde ? » Cette interrogation, par laquelle nous débutons chaque année nos cycles de conférences, n'est rendue que plus délicate par une situation internationale où prévaut, sinon le chaos, du moins une forme d'incertitude. Avant que Mme Guigou et M. Jounot, que

je remercie d'avoir répondu à notre invitation, ne nous apportent leurs éléments de réponse à cette vaste question, je souhaiterais, en quelques mots d'introduction, mettre en perspective la situation mondiale au tournant des années 2016 et 2017, et présenter les thématiques de ce nouveau cycle de conférences.

I – L'état actuel du monde, je l'ai dit, se caractérise au premier abord par l'incertitude qu'ont engendrée certains événements de 2016 – au premier rang desquels on compte le Brexit et l'élection de Donald Trump – et par l'imprévisibilité des événements à venir en 2017.

Plusieurs événements majeurs de l'année 2016, que d'aucuns eussent jugé improbables il y a un an, produisent des conséquences dont il est encore difficile de prendre pleinement la mesure. Si Theresa May a clarifié ses intentions la semaine dernière, en confirmant que le Brexit, en faveur duquel le peuple britannique s'est prononcé en juin dernier, s'accompagnerait bien d'une sortie du marché unique, les négociations qui s'ouvriront en mars, avec l'activation de l'article 50 du traité sur l'Union européenne, recèlent encore des inconnues. Aux Etats-Unis, à la suite de l'élection de novembre dernier, l'installation du président Donald Trump et l'affirmation du principe « America first » suscitent bien des interrogations, voire des inquiétudes quant à l'orientation future de sa politique étrangère. Au sein même de l'Union européenne, en Italie, le rejet par référendum des réformes institutionnelles proposées par Matteo Renzi a déclenché une crise de gouvernement, et réveillé la crise bancaire dont souffre la troisième économie de la zone euro.

L'année 2017 apparaît aussi imprévisible, compte tenu notamment du contexte électoral dans les principaux pays de l'Union. Tant en France qu'en Allemagne, l'avenir de la

construction européenne, la lutte tant intérieure qu'extérieure contre le terrorisme et la maîtrise des flux migratoires occuperont vraisemblablement une place essentielle dans le débat politique, reflétant des préoccupations prégnantes dans les opinions publiques. L'année devrait en effet être marquée par la permanence d'une menace djihadiste élevée, le recul de Daesh sur le théâtre syro-irakien s'accompagnant d'un retour en Europe de soldats aguerris. De surcroît, l'essor des risques d'attaques cyber, que l'actualité récente a mis en relief, vient faire peser une nouvelle menace sur les administrations, les acteurs économiques, mais aussi les institutions démocratiques des pays développés.

II - *Quid*, dans cet environnement stratégique, de l'Union européenne ? Après avoir cru aux chances d'une mondialisation heureuse et à l'efficacité de son modèle d'intégration régionale, notre continent traverse une période plus troublée, entre crise interne du projet européen et exposition aux périls extérieurs.

A l'intérieur, la cohésion de l'Union européenne, et peut-être même sa viabilité, sont menacés, sur le plan politique, par l'impact symbolique du Brexit, par l'essor de mouvements dits populistes et par les désaccords entre Etats membres, par exemple sur la gestion de la crise migratoire et la répartition de l'accueil des demandeurs d'asile. Sur le plan économique et social, l'Union est fragilisée par la stagnation de sa croissance, par l'absence de convergence réelle entre les économies du Nord et du Sud du continent, enfin par l'incomplétude des mécanismes de gouvernance de la zone euro, malgré les remèdes apportés au coup par coup, selon une politique du pansement, depuis 2009.

A l'extérieur, la situation n'est guère plus rassurante, alors que les dépenses européennes de défense restent notoirement insuffisantes et qu'elles sont employées de manière non efficiente. Nous nous trouvons en effet exposés aux périls et aux tensions nés

dans un arc de crises allant du Sahel - où la France est engagée dans l'opération Barkhane - en passant par le Levant - où se poursuit la lutte, que j'ai évoquée, de la coalition contre Daesh - et par l'est de l'Europe, où se pose avec acuité la question du dialogue avec la Russie. J'y reviendrai.

II – Dans ce tableau dominé par l'incertitude, quelques tendances structurantes peuvent néanmoins être décrites. Tel est le cas, notamment, du retrait progressif de l'hégemon américain, que l'on peut mettre en regard de l'ascension ou de la résurgence d'autres puissances – la Chine bien sûr, mais aussi la Russie.

Le temps de l'hyperpuissance américaine semble effectivement clos, après une période d'interventionnisme fondée, dans les deux décennies suivant la guerre froide, sur une supériorité militaire et technologique écrasante, et sur la conviction d'exercer un rôle de « nation indispensable » dans la diffusion des idéaux démocratiques. La puissance militaire et économique des Etats-Unis demeure certes considérable, comme en témoignent par exemple leurs dépenses de défense d'environ 600 milliards de dollars et le rôle international de leur monnaie. Mais, après les coûteuses expéditions afghane et irakienne des années 2000, la présidence de Barack Obama a privilégié la retenue dans les engagements extérieurs – attitude symbolisée par le refus d'intervenir en Syrie en 2013 – en même temps qu'elle a théorisé le basculement géostratégique vers la zone Asie-Pacifique. La nouvelle administration, si l'on en croit la rhétorique isolationniste et protectionniste du nouveau président, pourrait prolonger ces évolutions et en particulier se désintéresser de l'OTAN, que nombre de pays européens conçoivent pourtant encore comme le cadre incontournable de leur politique de défense.

Le « pivot » américain vers l'Asie coïncide avec l'irrésistible ascension de la Chine, non seulement comme acteur économique majeur ou comme puissance régionale dominante, mais comme puissance internationale. Pékin, guidé par la volonté de sécuriser ses routes maritimes et ses approvisionnements, affirme ses ambitions territoriales en mer de Chine, provoquant l'inquiétude des Etats riverains, comme l'ont illustré les tensions avec les Philippines à la suite de la sentence rendue par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en juillet dernier. Puissance régionale, la Chine se fait désormais entendre aussi comme acteur global. Les déclarations du président Xi Jinping au forum de Davos la semaine dernière contribuent, en effet, à faire émerger la Chine comme défenseur de la mondialisation et du libre-échange, face aux vents contraires que font souffler les récents résultats électoraux en Occident. Mais la Chine plaide aussi pour une meilleure représentation des puissances émergentes dans les organisations multilatérales, ce qui peut contribuer à renforcer son leadership international.

Un autre fait d'importance est la résurgence manifeste de la Russie, son activisme diplomatique et militaire, en dépit d'une puissance économique qui reste moyenne - le PIB russe étant approximativement au niveau du PIB espagnol - et des difficultés financières liées pour ce pays à sa dépendance aux exportations d'hydrocarbures. L'implication de Moscou dans la crise syrienne, son influence réaffirmée dans l' « étranger proche », en Géorgie et en Ukraine par exemple, la perspective d'un éventuel rapprochement avec la nouvelle administration américaine - bien des éléments concourent à faire de l'enjeu stratégique russe un sujet majeur de réflexion et de débat pour l'année qui vient. C'est pourquoi la Chaire a choisi de lui consacrer la plupart des conférences de ce nouveau cycle.

III – La Russie, qui peut apparaître comme une inconnue dans notre équation stratégique, est également un interlocuteur potentiel. C’est pour favoriser une meilleure compréhension mutuelle et explorer les voies d’un dialogue constructif que l’essentiel du cycle de conférences de la Chaire « Grands enjeux stratégiques » est consacré, cette année, à ce pays.

Ce cycle permettra de croiser les regards d’universitaires et de praticiens français, russes et étrangers, sur les multiples questions politiques et stratégiques liées à la résurgence de la Russie. Nous commencerons ainsi, dans les deux prochaines semaines, par une réflexion générale sur le rôle de la Russie dans un ordre mondial en mutation, avec Andreï Kortunov, puis sur l’évolution des relations russo-américaines et leurs conséquences pour l’Europe, avec Dmitri Trenin. Thomas C. Moore évoquera ensuite la thématique nucléaire et la stratégie russe dans ce domaine. Le cycle de conférences fera également une place au regard porté sur la Russie par les pays d’Europe de l’est, à travers le témoignage de l’ancien commissaire européen Stefan Füle, ainsi qu’au « prisme OTAN », puisque nous aurons l’honneur d’accueillir le général Michel Yakovleff, ancien vice-chef d’état-major du Grand quartier général des puissances alliées en Europe. S’intéressant au point de vue des élites russes, Marie Mendras exposera pour sa part leur situation dans un contexte de tensions entre Russie et Occident. Nous ne laisserons pas d’aborder les déterminants de la politique extérieure russe que constituent les évolutions de la pensée stratégique et les facteurs politiques internes, avec les interventions de Konstantin von Eggert et Dmitry Adamsky.

Ce programme dense témoigne du dynamisme de la Chaire et de la richesse des échanges qu’elle peut occasionner, sur les questions d’actualité mais aussi sur les défis

d'avenir - deux conférences seront ainsi consacrées, ce printemps, à la connaissance et à la maîtrise des espaces sous-marins. Je me réjouis de pouvoir accompagner ce projet qui participe au développement des études stratégiques en France, et passe à présent la parole à nos intervenants. Je vous remercie.